

## COURIER DE BOSTON,

AFFICHES, ANNONCES, ET AVIS.

*L'Utilité des deux Mondes.*

Prix, 5 Pence.]

Du JEUDI, 9 JUILLET, 1789.

[ N<sup>o</sup>. 12.

\* \* Il s'est glissé dans le dernier Courier, une erreur, que nous prions nos lecteurs de vouloir bien rectifier—page 84, il est dit que la question, sur le département des affaires étrangères, passa. Ce n'est pas sur cette question, que l'on recueillit les voix ; c'est sur la distinction des nations alliées de l'Amérique, &c.

## RUSSIE.—Humanité.

Lettre du commandant en chef de la troisième division de l'armée Russe.

Michel Kamenskoy, au Tartare Cham.

Ce n'est pas le général Russe, qui vous écrit cette lettre, (il n'oseroit entrer en correspondance avec vous, sans la permission de sa souveraine) c'est un père, affligé du malheur d'un autre père.

J'ai été instruit par Urfa Asham Mahmet, et par Piaristat Buluh Gerat Tamar Allage, qu'ils avoient été faits prisonniers à la bataille qui s'est donnée près de Gangura, en faisant leurs efforts pour défendre le fils de votre altesse, Mahmoud, qu'ils regardoient alors comme mort.

L'on chercha son corps dans la neige, et on le trouva ; on trouva aussi une partie de ses habits, dont je le fis revêtir par les prisonniers en question. C'est ainsi que je l'envoie à votre altesse (quoique ce ne soit pas avec l'éclat qui est dû à sa haute naissance,) par les ecclésiastiques de la paroisse de Gangura, dont je retiens la famille prisonnière en attendant ; afin qu'il soit remis plus sûrement.

N'attribuez cet accident qu'à la volonté du très-haut. C'est lui qui décide du sort des royaumes entiers, comme des particuliers. Comme ses sujets, nous

ne pouvons que le supplier de nous rendre la paix, qui peut seule prévenir de tels accidens. Si cet événement se trouvoit une erreur des prisonniers, et que ce ne soit point le corps de votre fils, comme je le souhaite sincèrement, je ne me repentirai point de ce que j'ai fait, car en procurant à un Musulman, un enterrement selon ses lois, lequel, il ne pourroit point trouver ici, je ne fais que remplir un devoir de l'humanité.

Michel Kamenskoy, commandant en chef de la troisième division de l'armée Russe.

A Gangura, le 2 Janvier 1789.

## REPONSE DU CHAM.

VENERABLE, ILLUSTRE, GRAND GENERAL,

Mon fils, Mahmoud Gheary Sultan a été tué à la bataille qui s'est donnée par vos troupes et les miennes. Tel est le signe de la volonté de Dieu, tel est le destin de ceux qui servent leur religion et leur souverain. Vous n'avez pas voulu en croire les prisonniers sur leur témoignage ; mais vous m'avez envoyé le corps, accompagné du clergé de Gangura, me demandant que je vous informasse s'il étoit en effet celui de mon fils : c'est bien celui de mon fils, et la bienveillance que vous avez montrée, en me l'envoyant, me pénètre de la plus vive reconnaissance. Je vous renvoie les deux ecclésiastiques, avec mes remerciemens, et les sentimens les plus vifs, et avec beaucoup de larmes, de la grande faveur que vous m'avez montrée.

## ANGLETERRE.

De Londres, le 13 Avril.

Traite des Nègres.

Il s'est tenu une assemblée Jeudi dernier, à midi, des commerçants et autres intéressés, dans le commerce

des Indes occidentales, pour délibérer sur les suites qui pourroient résulter des réglemens proposés concernant l'abolition de la traite des Nègres.

Il fut résolu de présenter des pétitions aux deux chambres du parlement contre l'abolition totale de la traite des Nègres ; et de remontrer que cette mesure tendroit essentiellement à ruiner les commerçants des Indes occidentales, et par la suite à détruire entièrement cette branche de commerce.

Cette assemblée étoit composée des personnes les plus respectables des Indes occidentales, et l'on peut dire que les personnes de la plus grande influence, tant du côté des intérêts des planteurs, que des Africains s'y trouvèrent, aussi bien que les manufacturiers qui se trouvent tous intéressés à cette question.

Le Lord Penryn, orateur, exposa avec beaucoup de précision le sujet et l'importance du commerce ; il fit voir que les colonies seroient désertes, dans le cas, où on ne leur fourniroit plus d'esclaves pour les exploiter—que tant s'en falloit que ce trafic favorisât les actes d'inhumanité, qu'il intéressoit les maîtres à avoir soin de leur Nègres, qui faisoient partie de leur propriété personnelle.

M. Spooner, marchand de beaucoup de considération, fit voir l'importance de ce trafic, pour la mer-patrie, que son montant alloit tout ensemble, à plusieurs millions, et que les François étoient déjà à l'affût pour s'en saisir avec toute l'ardeur que nous l'abandonnerions—qu'il s'ensuivroit une suite encore plus funeste, le dépérissement de notre marine, et, ce qui devoit faire trembler tous les *true-born Englishmen*, l'accroissement des forces maritimes de la France.

Il y eut hier une personne, qui donna, à la bourse, cent guinées, pour en recevoir une par jour, jusqu'à ce que l'Angleterre soit engagée dans la guerre, avec quelque puissance étrangère.

*De Glasgow, le 25 Mars.*

Samedi dernier, les messieurs de la baronnie de Glasgow, et des paroisses du vieux *Monckland*, distribuèrent les prix aux meilleurs laboureurs, qui luttèrent dans un champ, appartenant à M. Wark de Rims.

Il y avoit quatorze concurrens. Chacun d'eux laboura deux sillons de son mieux, et à la grande satisfaction des spectateurs. Quand ils eurent tous fini, les *Messieurs* se retirèrent à la taverne de Boghall, où les juges qui avoient été choisis des paroisses voisines, après avoir examiné l'ouvrage, pendant long

temps, revinrent le soir, et donnèrent le premier prix à Robert Frame, au service de M. John Bogle—Ce prix étoit une montre d'argent, sur la boîte de laquelle étoit gravée une charue, avec ces mots, " premier prix donnée par MM. de la baronnie et des paroisses de Monckland, pour les terres les mieux labourées, le 21 Mars, 1789.

Le second prix fut donné à Thomas Brown, au service de M. Buchanan de Dalmamock.

Le troisième prix à John Scott, au service de M. Houston de Rose hall.

Nous croyons que c'est la première fois que l'on a donné des prix, pour le labourage dans l'ouest de l'Ecosse.

Voilà les prix que devoit donner l'Amérique : Voilà les prix qu'elle devoit retirer des manufactures qui lui ont déjà porté des coups, qu'elle commence à sentir, pour les verser à pleines mains sur l'agriculture qu'elle a pour ainsi dire abandonnée.—L'Agriculture, la grande, la plus belle ressource qu'aient les Etats-Unis. Mais le commerce sans manufactures ! et n'y gagneroit-il pas ? est-il un moyen plus sûr de le faire fleurir que d'élever l'agriculture ? d'où tire-t-il ses alimens, si ce n'est de terres, et des vertueux citoyens qui les cultivent ? Combien de nations qui gémissent dans l'esclavage des manufactures, car c'en est un grand, échangeroient leur sort avec l'Amérique, qui ne veut point du bonheur que lui présente la nature ! Ces nations n'accorderoient point de primes à la navigation lointaine ; point de prix aux machines, non, sûres de trouver dans l'agriculture, tous les biens que les autres nations cherchent en vain, dans les manufactures, elles laboureroient leurs champs, seroient fleurir les arts et les sciences, le commerce et toutes ses jouissances.—Elles n'auroient point de manufactures, il est vrai, mais on ne verroit point de disettes, le grain et les productions de tous les genres, abonderoient en Amérique—plus d'entraves—plus de restrictions. Les productions les plus recherchées des climats étrangers seroient comme naturalisées en Amérique : on devoit tous ces bienfaits à l'agriculture. O combien sera béni le vertueux Américain qui déchirera le bandeau ! qui, le premier, fera entendre à ses concitoyens, la voix de la nature ! Voilà un beau sujet pour une ame patriotique !



## FRANCE.

*De Paris, le 13 Avril.*

Les membres qui doivent composer les Etats-Généraux sont presque tous choisis ; malgré la nouveauté des élections populaires, tout s'est passé avec la plus grande harmonie.

La liberté a fait de tels progrès depuis quelques mois, en France, qu'il semble que le peuple ait revêtu un caractère tout nouveau. La liberté morale règne par-tout. Les politiques disent leurs sentimens hautement.

Les femmes n'ont pas été oisives dans cette affaire, les dames sont d'ordinaire des patriotes, les dames Françaises sont du parti du peuple.

La plus grande libéralité a présidé aux élections des Etats-Généraux. Le tiers-état de Blois vient d'élire pour son représentant, un M. Panchaud, qui est Protestant et, qui plus est, Anglois de naissance.

\* \* Nous ne garantissons pas l'article suivant ; parce qu'il est tiré des feuilles Angloises.

Parlant de M. De Calonne, elles disent, "Ce ministre aimable, ce ministre accompli vient de publier un petit volume in 4°. qui circule parmi les grands, et dont, *en conséquence*, on ne parle qu'avec extase.

Cet ouvrage est une adresse au Roi, dans les termes les plus vifs et les plus élégans, dignes à tous égards, de la plume de ce grand ministre.

Il nous est impossible pour le moment, d'entrer dans les détails de cet ouvrage ; il demande une attention suivie et beaucoup d'étude. Les sujets sont principalement,

Une discussion des divers intérêts des gouvernemens François—Des droits de la monarchie.—Il explore dans le vrai style d'un politique instruit, la situation critique dans la quelle la France est enveloppée, tant par les divisions et les jalousies qui ont été excitées entre le peuple et la noblesse, que par l'introduction des nouveaux systèmes, qui ont renversé l'ancien plan de gouvernement.

Ensuite M. De Calonne propose un nouveau plan de constitution, par laquelle la nation peut obtenir tous les objets de ses vœux, tant pour la liberté des sujets, que pour la sûreté de la propriété personnelle ; sans que le souverain soit obligé de faire aucun sacrifice de ses prérogatives royales.

Nous n'avons encore point vu d'ouvrage qui resserre

en un si petit volume, tant d'objets d'importance pour une nation."

## ETATS-UNIS DE L'AMERIQUE.

GEORGIE.

*De Savannah, le 4 Juin, 1789.*

Copie de la lettre du Brigadier-général Clark, au Gouverneur, datée de Washington, le 29 Mai, 1789, à dix heures du soir.

Monsieur,

Hier à quatre heures du soir, je reçus des avis des *Creeks*, qui me furent apportés par cinq chefs des *Cherokées*, qui s'étoient rendus chez la nation *Creek*, pour arranger un différend entre les deux nations. L'express fit plus de 200 miles en trois jours, des *Cherokées* : il informe que 300 *Creeks* partirent de leurs villes le 22 de ce mois, et qu'il avoit été dépêché un coureur aux *Cometas* pour leur demander cent hommes de plus, pour venir joindre les 300. J'ai appris que leurs instructions sont de tomber le 28 de ce mois, sur les frontières de la Georgie, et d'y commencer les hostilités, près du coin des *Cherokées*.—J'envoyai des express pour donner l'alarme aux différentes parties, et en attendant je fis marcher un parti de milice à leur secours. L'express est revenu cet après-midi, à quatre heures, avec l'avis, qu'un fort a été attaqué ce matin près de cet endroit par 30 Indiens, et que l'on en avoit découvert davantage aux environs. Il y a eu un homme de tué. La milice qui a parti la première y arrivera ce soir. Je suis à assembler du renfort et j'espère y être moi-même demain avec 500 hommes. Ces *Cherokées* m'ont dit de plus, que 500 *Creeks* devoient partir pour attaquer la partie basse de la Georgie, et qu'ils ont vu les 300 ci-dessus mentionnés tirer leurs munitions, et marcher avec ordres de M. Gillivray, de tomber sur les nouveaux établissemens, quoiqu'il arrive, et de bruler les maisons, et en cas de défense, de les tuer, et de les piller.—D'après ces avis et plusieurs autres circonstances, j'ai tout lieu de croire qu'ils sont décidés à commettre des hostilités. Toutes nos munitions sont épuisées—J'espère qu'on nous en enverra de nouvelles incessamment. Je vais en demander à l'entrepreneur, et j'espère que ma demande sera approuvée.

Je suis avec respect,

E. CLARK.

N. B. Le fort qu'ils ont attaqué est dans le comté de Wilkes.—Publié par ordre du pouvoir exécutif.

## CAROLINE MERIDIONALE.

*De Charleston, le 2 Juin, 1789.*

Mercredi dernier, on instruisit le procès de M. Westcot, pour avoir estropié M. Bowen, et lui avoir oté un œil de la tête.

Les témoins déposèrent que le plaignant, en passant près du défendant, à la porte de Mr. Dewees, lui toucha le bras, ce que le défendant regardant comme une insulte, poussa le plaignant si violemment qu'il tomba à terre ; qu'il se releva, et qu'il frappa le défendant avec un petit fouet qu'il tenoit à la main. C'est alors que Westcot le rejetta par terre, s'assit sur lui et lui déchira l'œil de la tête.

Ensuite il lui arracha le fouet des mains, et l'en battit violemment. Les spectateurs interposèrent, on replaça l'œil dans son orbite, mais la lumière en fut éteinte, et l'autre œil étoit souvent en douleur.

Trois payfans s'avancèrent en défense du défendant. Leur témoignage étoit, que l'assaut avoit commencé par le plaignant, et que l'œil lui étoit sorti de la tête par des coups de pieds que lui avoit donné Westcot, lorsqu'il étoit à terre.

Le procureur-général observa aux jurés, que ce crime étoit à la rigueur de la loi, un des capitaux, et que si celui qui l'avoit commis avoit été traité comme il le méritoit, il eût perdu la vie ; que cette faveur n'étoit en aucune manière l'effet d'une foiblesse de sa part, mais qu'il s'étoit rendu aux sollicitations réitérées du plaignant, dont l'âge l'avoit gagné, et qu'en conséquence, il ne l'avoit *écroué* que comme ayant estropié, dont le crime, selon le juge Blackstone, devoit être puni par une amende et par l'emprisonnement, ou selon le plaisir de la cour.

Il observa que la mesure du chatiment n'étoit pas à la discrétion des jurés. Tout ce qu'ils avoient à faire, étoit de lui constater son crime—que pour le faire, ils avoient des preuves non-équivoques.

Il observa qu'il étoit inutile de s'étendre sur la cruauté de l'action—que les oiseaux de l'air et les sauvages des déserts se servoient de leurs serres pour détruire les objets de leur proie ; mais que l'homme, dont l'esprit étoit doué de la lumière de la raison, qui privoit de la vue son semblable, avec autant de cruauté ; que le jeune homme, qui osoit lever des mains violentes contre un vieillard, dont les années et la conduite tranquille lui donnoient droit au respect de tout le monde, c'étoit un crime si noir, qu'il étoit fâché de

n'avoir point suivi la rigueur de la loi—qu'il ne doutoit point que la sentence n'ordonnât un chatiment qui élèveroit dans le pays, un monument de justice qui détourneroit les autres d'une action odieuse et sauvage.

Les juges firent un résumé des preuves, et produisirent le chatiment ordonné par la loi, en pareille occasion.

Les jurés après s'être retirés, présentèrent leur *verdict*, coupable. Le prisonnier doit paroître, et recevoir sentence le jour d'ajournement.

9 Juin. Hier la cour de sessions générales rendit la sentence suivante concernant l'affaire de M. Westcot, savoir, qu'il seroit mis au carcan sur l'herbe, près de la prison, où il resteroit un quart d'heure—qu'il seroit emprisonné pendant quatre semaines—qu'il payeroit une amende de 50 *pounds*—et qu'il seroit renfermé jusqu'à ce que cette somme fût payée.

Du même lieu.

Le 28 de Mai, MM. Brown et Baker se batirent en duel, à coups de pistolets. Le premier fut tué sur le champ, et l'autre, expira 12 heures après. Leur dispute avoit commencé à l'occasion de l'élection des membres de l'assemblée générale.

Extrait d'une lettre d'Augusta.

Tout considéré, il semble que nous ne devons plus avoir de paix avec les Indiens Creeks. Si Gilvray a sa politique, elle est bien illusoire ; elle ne peut être fondée que sur les lettres qui lui ont été écrites du nord, lesquelles lui donnent le titre de souverain, &c. lui faisant accroire qu'il sera reçu comme tel par l'union. Nous avons été bien mal-traités.—Il est probable qu'il est excité par Panton, et autres pour empêcher la paix, à quelque prix que ce soit tant qu'il pourra. On dit qu'il part pour l'Angleterre pour se faire guérir du rhumatisme, et qu'il veut sceller de sang son départ de son pays.

*De Philadelphie, le 27 Juin.*

## PECHERIES AMERICAINES.

Les Anglois ont bien peu de ces avantages ; les François n'en ont presque aucun. Mais doit-on conclure de cet ordre de choses, avec le lord Sheffield, qu'il faille charger de droits le poisson Américain afin de soutenir la pêche nationale contre cette concurrence ? La nature des choses dicte à la France un conseil plus sûr & plus avantageux. Le poisson nourrit ; ce qui nourrit féconde : si l'Américain pêche à moins de frais que le François, tant mieux pour le François, le



poisson sera plus abondant & à plus bas prix en France. Que le gouvernement soit assez éclairé pour lui ouvrir ses ports ; l'Américain y apportera le poisson, il se payera en production ou du sol ou de l'industrie Française ; & la population que cette abondance & ce bas prix favoriseront, augmentera les produits de cette même industrie.

D'ailleurs, ou il faut renoncer au commerce extérieur, ou il faut consentir à ce que des deux parts ont ait quelque chose à échanger. Vouloir établir, encourager un commerce avec une nation étrangère, & ne lui pas laisser le soin de fournir ce qu'elle recueille avec plus de facilités, c'est une contradiction manifeste. La politique éclairée du commerce n'est pas d'en envahir toutes les branches, mais de ne faire que ce qu'on peut faire, que ce qu'on est sûr de faire mieux & à meilleur marché que tout autre. Ainsi puisque les Américains ont le poisson sur leurs côtes, puisqu'ils sont dans le voisinage de Terre-Neuve, laissons à leur industrie cette branche que la nature leur donne préférentiellement ; ne la leur disputons pas, d'abord parce que ce seroit en vain, & ensuite parce que la France peut, sans pêcher, recueillir plus avantageusement le fruit des pêcheries Américaines.

Mais, dit le lord Sheffield, il faut des matelots pour la marine militaire, la pêche en est la pépinière, donc il faut soutenir la pêche, donc il ne faut consommer de poisson que celui que nous pêchons nous-mêmes ; donc les primes sont nécessaires.

Sans doute que les matelots se forment à la pêche, mais ce n'est pas en jettant des filets ou des hameçons, en curant & préparant du poisson, que le matelot se forme ; c'est en s'exerçant souvent & long-tems sur le vaisseau à une manœuvre pénible, c'est en vivant, pour ainsi dire, au milieu des écueils & dans des mers que le voisinage ou le rapprochement des côtes opposées rendent continuellement dangereuses. Or cet exercice de vigilance, d'agilité & d'intelligence, le matelot le fait dans le cabotage, & en pêchant sur les côtes de son pays. Que ce cabotage soit fréquent, que cette pêche ne soit pas découragée en France, & il ne sera pas nécessaire, pour former des matelots, de les envoyer au loin pêcher du poisson qu'ils ne peuvent rapporter qu'à grands frais, dont la consommation est par conséquent bornée, & qui nous prive de l'avantage inestimable de recevoir avec abondance celui que les

Américains libres peuvent pêcher à beaucoup moins de frais.

Sans doute que l'exercice des pêches du Nord forme d'intrepides matelots ; mais il faut consentir à cette vie si dure & si pénible. Or quand la nature a placé l'homme sous un climat & sur un sol, où il n'a que quelques pas à faire dans l'intérieur des terres \*, pour y trouver une occupation exempte de dangers & beaucoup moins fatigante, quand il peut gagner son pain sous un ciel pur & tranquille, sur la terre ; comment, s'il raisonne, l'engagerez-vous à confier sa vie à des planches, à affronter les mers glaciales, à s'exposer pendant les plus beaux mois de l'année aux orages perpétuels qui assiègent ces bancs poissonneux si souvent teints, par la plus funelle, des erreurs, du sang Européen ?

\* Les François ne pêchent qu'une partie de l'année ; la plupart des pêcheurs sont des journaliers attachés à la terre, qui la quittent au mois de février & reviennent ensuite en juillet.

*De New-York, le 29 Juin.*

### *Continuation des Travaux du Congrès.*

#### *Chambre des Représentans.*

M. Carroll proposa une clause qui limite la durée du bill. Parmi les raisons que donna M. C. pour sa motion, il exposa que les nations étrangères diminuoient tous les jours, leur entrecours avec l'Amérique, — que dans peu d'années toutes nos liaisons seroient rompues.

M. Page seconda la motion, et ajouta qu'il ne pouvoit pas concevoir comment la chambre pouvoit désirer de perpétuer la durée de ses lois, au de-là de l'existence des raisons qui les avoient fait naître, afin de prolonger son influence.

M. Ames s'opposa à la clause parce qu'elle faisoit connoître la foiblesse du pouvoir exécutif.

On recueillit les voix, et la question passa à l'affirmative.

*Mardi, 23.*

Le comité préposé pour s'occuper des droits de propriété des auteurs, inventeurs, &c. &c. rapporta un bill en leur faveur.

On demanda l'ordre du jour, et le bill discuté, sur le département des affaires étrangères, fut lu pour la troisième fois.

M. Sumpter proposa que la considération du bill fut remise à un autre jour. Ce vote passa à l'affirmative.

M. Lawrence demanda, que l'on s'occupât des changemens à faire au bill des impôts ; cette motion fut reçue.

Le bill établissant le département des affaires étrangères fut lu ; et à la question, ce bill passera-t-il en loi ? on recueillit les voix.

Pour 29

Contre 22

La chambre s'étant formée en comité, prit connoissance d'un bill pour le département de la guerre : après plusieurs débats, ce bill fut reçu—Il fut ensuite voté qu'il fût discuté demain. Ajourné.

Jeudi, 25.

M. Winkoop introduisit une pétition de — Griggs, exposant qu'il avoit inventé, une machine pour fabriquer des clouts, au moyen de la quelle, on en pouvoit fabriquer beaucoup plus dans un temps donné, et suppliant qu'il lui fût accordé un privilège exclusif, pendant le terme de dix ans.

Le bill pour le département de la guerre, fut encore discuté, après quoi, il fut ordonné qu'il fût remis à une troisième discussion.

Ce bill énonce qu'il y aura dans ce département, les officiers suivans, savoir, un secrétaire du trésor, un contrôleur, un auditeur, un trésorier, un greffier, et un assistant du secrétaire du trésor ; et les premiers commis des contrôleurs et auditeurs.

Vendredi, 26.

La chambre s'assembla aujourd'hui ; mais le comité des conférences étant assemblé, la plupart des membres s'y trouvèrent. En conséquence, il fut voté d'ajourner ; cette motion fut reçue.

### *De BOSTON, le 9 Juillet.*

Des lettres de Paris font mention, qu'il est arrivé, des colonies Françaises, des députés pour les représenter aux Etats-Généraux, lesquels demandent que leurs droits soient discutés à l'assemblée. Cette députation est composée de trente-deux membres ; mais il est probable qu'elle sera réduite à un nombre plus commode.

Tous gentils-hommes de l'âge de vingt-cinq ans, habitans de Paris, ont le droit de voter pour les électeurs de cette ville.

Les élections commencèrent la semaine passée ; et l'on a pris beaucoup de précautions pour empêcher le trouble, et la confusion.

Une personne arrivée du continent Lundi dernier, nous apprend que quand elle quitta La Haye, on s'attendoit à chaque moment à apprendre que l'Empereur étoit mort. Comme La Haye est une ville de la première importance, et où aboutissent d'abord toutes les nouvelles politiques, on peut supposer que l'Empereur est très-mal.

Il y a quelque temps, qu'un Quaker fut arrêté, à quelques miles de Londres, et volé par un voleur de grand chemin, qui insista sur ce qu'il lui donnât son cheval, et qu'il prit le sien. Le Quaker revint à Londres, jetta les rênes de la bride sur le cou du cheval, et le suivit à pied, jusqu'à son écurie, où arrivé, il dit au garçon, Ami, connois-tu cette bête ? oui Monsieur lui répondit ce dernier, elle est à M. un tel. —Eh bien ami, prends en soin—Il alla sur le champ chez son homme, où il apprit qu'on ne l'attendoit que fort tard. Le lendemain, il s'y rendit d'assez bonne heure, pour le trouver à son lever, et quand il descendit, il lui dit, " Ami, n'aies pas peur, tu fais que tu m'empruntas hier £.9-13s. J'espère que tu ne demanderas pas mieux à présent, que de me les rendre." Cette demande fut à l'instant satisfaite, " de plus, dit le Quaker, j'ai à te demander de réchanger nos chevaux, car à te dire vrai, je préfère le mien au tien." Cette seconde fut encore satisfaite ; alors le Quaker lui serra la main et lui dit adieu.

Malgré que M. Gordon n'ait jamais été en bonne odeur en Amérique, tant qu'il y a demeuré, cependant on a souscrit, à Boston et dans toutes les parties du Massachusetts, très-libéralement pour son ouvrage—mais si le pauvre prédicant Ecoffois savoit l'indignation qui a suivi la générosité offensée des Américains, il n'auroit pas grand sujet de s'enorgueillir de l'encouragement qu'il en a reçu. Toutes nos feuilles sont pleines d'invectives contre lui, en effet son ouvrage semble avoir excité le ressentiment de tous les citoyens, il semble qu'il ait pris à tâche de débiter, tous les mensonges qui ont été rapportés. Voici comme en parle une feuille de Boston—

" L'auteur, déçu dans son attente, en Amérique où il ne put jamais obtenir la confiance politique du peuple, s'en retourna dans son pays pour y donner au monde un exemple de son mauvais naturel, et de sa vengeance. Il y a dans toutes les parties de son histoire, un défaut de vérité et d'intégrité remarquable ; mais les darts de son envie et de sa malveillance sont



tellement émouffés par son indiscretion dans ses attaques, aussi bien que par l'indécence de son style dans ses manieres, qu'ils ne font pas plus de tort aux personnages aux quels ils visent qu'à la nation qu'il a dessein de blesser et d'outrager."

" Tandis qu'il étoit en Amérique, il prit beaucoup de peines à travailler pour les Gazettes; mais ses *morceaux* n'eurent d'autre effet que celui d'attirer sur lui le mépris de toutes les classes de citoyens—Dans sa production, que lui seul appelle l'histoire de l'Amérique, il y a peu de faits vrais, si par hazard il dit une vérité, c'est une erreur qu'il nous fait acheter par cent mensonges, qui sont aussi mal-arrangés que l'est sa tête. Les effets pour lesquels il assigne des causes s'écartent autant de ce qu'il suppose, qu'il s'écarte lui-même du style vrai, du style pur d'un historien."

" Pour ne rien dire des solécismes qui percent à chaque page, son langage n'est fait que pour les contes d'esprits, et de fées, tant recherchés et tant admirés dans les parties septentrionales du nord de l'Angleterre, et très bien adoptés aux incidents légers et inconsequents dont son livre abonde."

#### Anecdote.

Il y a quelque temps, qu'un voyageur religieux du Rhode-Island vint à Carlisle; il se rendit chez le Dr. Nesbit et lui demanda permission d'annoncer dans l'église le Dimanche prochain, une régénération religieuse de l'état d'où il venoit. Le Dr. lui demanda quel effet cette régénération avoit eu sur les convertis, quant à leur honnêteté morale, et s'ils continuoient à payer leur dettes en papier-monnaie? Le *régénérateur* lui répondit, qu'ils payoient leurs dettes, conformément aux lois de l'état—Alors le Docteur lui répondit, je ne vous permettrai pas d'annoncer une régénération de religion qui ne rend pas les gens honnêtes, car cette religion ne vient pas de l'esprit de Dieu, mais de celui du diable, si elle n'est pas fondée sur la probité; et tout par-tout où cela arrive, c'est plutôt un signe de la chute, que de la régénération de la religion.

Samedi dernier, 4 Juillet, jour de l'anniversaire de l'Indépendance, fut célébré par les habitans de cette métropole avec toutes les marques de joie et de félicité. Plusieurs compagnies de milice volontaire prirent les armes, avec toute l'harmonie et l'ensemble imaginable. Ils accompagnèrent les principaux officiers de l'état à l'église, où il fut prononcé un excellent discours par le

reverend M. Stillman, dont le nom seul fait l'éloge. On observa qu'il ne perdit rien de cette éloquence qui le fait triompher dans la chaire, mais qu'il donna à ses principes de politique, tous les secours que lui prête la religion; aussi observa-t-on le plus grand silence.

Son Excellence le Gouverneur étoit indisposée et elle fut empêchée de témoigner le zèle que devoit animer en elle la commémoration d'une institution aussi patriotique. Cette cérémonie fut terminée par une Ode, mise en musique et chantée par M. Eaton.

La société de Cincinatus tint son assemblée annuelle à la taverne de *la grappe de raisin*—A midi, elle alla à l'église où il fut prononcé un discours, par le Dr. Whitwell, ensuite elle revint à la taverne, où elle passa le reste du jour.

Les différentes compagnies se retirèrent à leurs tavernes respectives, où elles passèrent le reste du jour.

On porta plusieurs santé, parmi lesquelles furent les suivantes.

1. Au 4 de Juillet: puisse cette ère mémorable, servir de *memento* aux hommes libres, et de leçon aux tirans!

2. Au Président des Etats-Unis.

3. Au Vice-Président, et à la législature fédérative.

4. A l'honorable James Baudouin.

5. A la société de Cincinatus du Massachussets et à leur Président.

6. A Louis XVI. et à l'armée et à la marine de France.

7. Aux compagnies diverses du Massachussets, puisse leur conduite courageuse éveiller le genie endormi de la milice, et stimuler nos chefs à un sentiment de devoir.

8. Puissent nos Gouverneurs être donés de sagesse pour fabriquer, et nos citoyens de vertu pour obéir aux lois faites pour le bien général!

9. A l'Agriculture, aux Arts et au Commerce.

10. Aux Belles de l'Amérique.

11. Au genre humain, la paix et le bonheur à la grande famille!

On écrit de Bennington, (Vermont) qu'un jeune homme, du nom d'Edward Nichols, se pendit à un arbre, dans le cours du mois passé; on croit tracer la cause qui l'avoit porté à cet acte téméraire, dans un dépit amoureux. Sa bonne conduite lui avoit mérité l'estime de toutes ses connoissances.

*On a fait, aux anciens paquebots François, les objections qui suivent : Les nouveaux reglemens y ont-ils obvié ?*

Le haut prix auquel on a porté le fret, semble réserver ce moyen de transport aux marchandises de grande valeur & de peu de volume. Il eût été plus politique d'accorder à chaque passager, & pour en user à son gré, un certain nombre de pieds cubes d'encombrement, & d'en fixer le fret au prix ordinaire. Cette méthode consacrait alors les paquebots à des essais de tout genre ; elle facilitait les premiers pas de ce commerce prudent qui, de l'un mène à l'autre, du petit au médiocre, du médiocre au grand. Elle préférait de ces faveurs meurtrières accordées à des entreprises particulières, protégées par les directeurs, qui peuvent faire des paquebots la voiture du monopole & non celle du commerce.

Le motif sur lequel on a déterminé ce prix excessif du fret pour les marchandises, n'est spécieux qu'aux yeux des négocians peu penseurs. Car loin de nuire à la principale navigation, les paquebots doivent servir à lui préparer des alimens.

On s'aperçoit encore avec peine que l'esprit du commerce n'a pas toujours présidé à la composition de ce règlement. Cet arrêt astreint, par exemple, les marchands à demander des permissions pour y embarquer des marchandises. Pourquoi ne pas spécifier d'avance celles qu'on en veut exclure ? L'obligation d'obtenir des permissions est une gêne toujours décourageante. Puis l'incertitude fait naître des craintes dans l'esprit des marchands, & des chicanes de la part des préposés à l'exécution de la loi ; préposés dont l'esprit est toujours contraire à l'esprit public.

Ici se manifeste encore cet empire que Paris usurpe sur tout, même sur ce qui ne peut être de son ressort. C'est à Paris qu'est le chef-lieu de la police des paquebots, tandis que le directeur devrait habiter le port d'où ils partent. Il est en effet une multitude de cas où sa présence est nécessaire. Sa principale fonction est de veiller sur le bien-être des passagers : il importe qu'ils

ne soient exposés à aucune espèce de tracasserie, qu'au contraire une attention protectrice soit occupée sans cesse d'écarter d'eux embarras & obstacles. Il importe que les passagers s'aperçoivent que le gouvernement veut laisser une entière liberté aux entreprises de commerce avec les Etats-Unis, & favoriser ceux qui en font l'objet de leur industrie. Et comment l'idée de faire produire aux paquebots l'effet si douteux, si souvent manqué de primes ; effet, qui seroit si certain ici, comment cette idée n'est-elle pas tombée dans la tête de ses rédacteurs ?

Enfin, il faudroit considérer les paquebots comme des diligences, mais les organiser d'après des principes plus généreux, plus patriotiques, que ces lourdes voitures de terre, où l'on a sacrifié à la cupidité des entrepreneurs la commodité des voyageurs, que le monopole force à s'en servir.

Un des sujets les plus universels de conversation est à présent la conduite du Rhode-Island, qui continue à s'opposer à la nouvelle constitution. De quelque côté qu'on l'envisage, il est impossible de trouver un palliatif pour sa perversité. Il n'y a peut-être aucune partie des Etats-Unis, qui soit aussi mal-située pour soutenir son indépendance, que l'état de Rhode-Island—L'heure approche, que le Congrès sera obligé d'interposer son autorité en quelque manière, et quoique nous ayons les idées les plus élevées de la justice et de la modération de ce corps auguste, néanmoins, nous croyons qu'il ne souffrira pas que le revenu soit frustré, par la conduite d'un état, qu'il lui si facile d'amener à la raison.

L'université de Paris envoie quatre membres aux Etats-Généraux.

Nos voisins, les François, disent les feuilles de Londres, qui ne s'étoient jamais distingués dans la cause de la liberté, viennent de prendre en main la traite des Nègres avec une anxiété louable, et ils coopéreront avec nous à l'abolition d'un commerce si horrible.

**A BOSTON**, de l'Imprimerie de SAMUEL HALL, Libraire, dans le Cornhill, No. 53, où l'on peut se procurer chaque Numéro.—On souscrit, pour le COURIER DE BOSTON, chez M. Hall ; à Salem, chez MM. Dabney et Cushing ; à New-York, chez M. Thomas Greenleaf, et John Fenno ; à Philadelphie, chez M. Mathew Carey ; et chez les principaux Imprimeurs des Etats-Unis.—L'Editeur se fera un plaisir, et même un devoir, de recevoir et de traduire tous les morceaux utiles qu'on voudroit lui communiquer dans tous les genres, sur-tout sur le commerce.